



Territoire de la Matheysine

Modalités de programmation des aides en dotation
territoriale

Applicables aux nouveaux dossiers présentés lors de la conférence du 02 mars 2023

—

Le présent document explicite les modalités de programmation des aides de la dotation territoriale de la Matheysine, dans le respect du règlement d'intervention du Département de l'Isère pour les investissements communaux et intercommunaux en vigueur.

Toutes les dispositions prévues dans le règlement départemental (champ d'intervention, exclusions, bonus, ...) ne sont donc pas reprises dans ce document.

La participation de la dotation territoriale vient en complément des autres aides publiques (que les collectivités devront rechercher avec si besoin, l'aide du territoire : aides Europe, Etat, Région, ...).

En cas d'atteinte du taux légal de 80%, les taux d'aide de la dotation territoriale seront baissés prioritairement, pour économiser l'enveloppe pour les autres collectivités du territoire.

Il est conseillé que tout projet d'envergure soit évoqué avec la direction territoriale le plus en amont possible.

1- Les thématiques prioritaires

La conférence territoriale de la Matheysine n'a pas retenu de thématiques prioritaires, mais a décidé de hiérarchiser, au sein des thématiques, des opérations ayant un caractère territorial. Ces projets d'intérêt territorial seront aidés prioritairement.

2 - Les thématiques ou types de dépenses exclues

Pour rappel, les dossiers financés strictement en dotation départementale, plans et dispositifs spécifiques du Département, ne sont pas pris en charge en dotation territoriale.

En sus des opérations non financées par le Département énumérées dans son règlement d'intervention, les dépenses suivantes sont exclues de la dotation territoriale :

- les études seules (dissociées d'un projet éligible),
- les acquisitions foncières seules (dissociées d'un projet éligible),
- les monuments aux morts, oratoires,
- les columbariums calvaires,
- les radars pédagogiques,
- les agences postales,
- les containers semi enterrés et bacs de collecte,
- les plaques de rues,
- la création de voies nouvelles,
- le mobilier et l'acquisition de matériel informatique,
- les panneaux photovoltaïques,
- les véhicules porteurs, les fraises à neige,
- les édifices culturels (églises, chapelles, temples)
- les autres opérations relevant de dispositifs de la Direction de la Culture et du Patrimoine,
- les opérations touristiques éligibles au CPAI.

3 - Les critères de financement

Les aides sont définies par un montant subventionnable auquel est appliqué un taux de subvention. Ces taux sont établis en fonction de la population et de l'indicateur de richesse calculé par la Préfecture (pour les EPCI, prise en compte des moyennes de population et d'IR) éventuellement augmentés d'autres bonifications détaillées à l'article 3.3.

3.1 – Montant minimum de subvention

Aucune aide n'est accordée si elle n'atteint pas le seuil suivant :

- 20 000 € pour les EPCI
- 5 000 € pour les communes de plus de 500 habitants
- 2 000 € pour les communes de 500 habitants et moins

Le calcul de ce montant minimum de subvention est fait opération par opération.

Pour rappel, une opération se définit par sa nature, ses principales caractéristiques, sa localisation, son coût estimatif, sa durée et son maître d'ouvrage.

3.2 – Taux de subvention

	IR			
POPULATION	< 20	20 ≤ ... < 40	40 ≤ ... < 60	60 ≤
≤ 600	40,0%	45,0%	55,0%	60,0%
600 <	35,0%	40,0%	(50%)	(55%)

3.3 – Bonus selon le niveau d'intérêt de l'opération

Les opérations d'intérêt territorial ou intercommunal bénéficient d'un bonus en fonction des sites ou des thématiques concernées :

Thématique	Site concerné	Bonification (1)
Bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> - Le siège social de la communauté de communes - Les bâtiments scolaires et périscolaires - Les bâtiments d'accueil de la petite enfance relevant du contrat territorial globale enfance jeunesse de la CAF 	5 %
Equipements sportifs	<ul style="list-style-type: none"> - Stades de la Mure - Complexe Jean Morel - Halle des sports - Gymnase de Susville - Piscines - Boulodrome couvert - Base de plongée en eau libre 	5 %
Déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Déchetteries et points propres intercommunaux 	5 %
Voirie	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation de traversées d'agglomération sur un même itinéraire d'intérêt départemental majeur, aménagées de manière cohérente et concertée entre plusieurs communes, formalisée entre les communes concernées par une charte ou une convention. 	10 % (2)
Autres	<ul style="list-style-type: none"> - Création de structure portée par plusieurs communes via une co-maîtrise d'ouvrage avec engagement financier et formalisé de toutes les communes concernées. 	10 % (2)

(1) Pour un site donné le bonus ne s'applique que sur la thématique concernée.

(2) Ne concerne pas les projets portés par des entités constituées (communauté de communes, SIVOM, SIRP, SIAG...)

3.4 – Plafond des dépenses subventionnables

Un plafond unique de dépense subventionnable à 50 000€ HT de travaux en dehors des cas suivants :

750 000 €	Ecoles primaires et maternelles pour la construction d'un groupe scolaire permettant la scolarisation de l'ensemble des enfants de plusieurs communes.
450 000 €	Ecoles primaires et maternelles et accueils petite enfance Equipements socio-culturels (salle polyvalentes, maison des associations, salle d'exposition, salle de spectacle, bâtiments d'accueil ...) Locaux administratifs et techniques, déchetteries, maintien du dernier commerce si opération non bénéficiaire Gymnases, piscines, terrains de grands jeux, couverture d'équipements sportifs, plateaux sportifs au bénéfice des collèves
300 000 € Par année	Tous travaux de voirie et d'aménagements de village
50 000 €	Cimetières, petites opérations équipements sportifs de plein air

4 – Autres critères de gestion de la dotation territoriale

4.1 – Critères d'éligibilité

- Préconisations formulées par le Département

Le financement (subvention de base et bonus) n'est possible que si les préconisations formulées par le Département (direction de la culture et du patrimoine, direction du développement, direction de la mobilité, direction territoriale...) sont suivies.

- Travaux réalisés en régie

Les fournitures strictement liées à l'opération sont financées. Les heures, les outils qui peuvent resservir ailleurs, sont exclus.

- Notions investissement-entretien

Les dépenses d'entretien ou de réparation, les opérations répétitives sont considérées comme des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses d'amélioration qui ont pour effet d'augmenter la valeur et/ou la durée de vie d'un bien relèvent de l'investissement.

Les dépenses de fonctionnement ne sont pas subventionnables.

Par exemple :

Pour le bâtiment, des travaux de peintures intérieures, le remplacement de tuiles, ... ; pour la voirie « le point à temps », l'élagage, le balayage, ... seront considérés comme du fonctionnement.

- Pour les thématiques voirie et aménagement de village

Le plafond de la dépense subventionnable est de 300 000 € par an, par commune et par opération.

Le regroupement de plusieurs opérations de réfection de voirie de même nature est autorisé sur une année (hors travaux d'entretien).

- Phasage d'opération bâtiment (même destination et même tènement immobilier)

Le phasage est possible sous condition d'un intervalle d'au moins 2 ans, toutefois un bâtiment scolaire et un restaurant scolaire peuvent être déposés et conduits simultanément.

- Dérogation examinée en conférence (cas exceptionnel)

Selon les projets présentés, le comité de territoire peut proposer à la conférence d'examiner au cas par cas une dérogation à la règle dans l'intérêt général du territoire :

- soit dans le cas d'un investissement territorial manifeste servant à une grande majorité des communes du territoire
- soit dans le cas d'équipements publics redondants ou dispendieux

Cette dérogation peut permettre d'aider plus ou moins par rapport au règlement en vigueur, voire même de refuser un dossier.

4.2 – Modalités de gestion financière

- Le taux de subvention attribué lors de l'inscription d'une opération en programmation indicative est définitif, même si au moment du passage en tranche ferme, le taux venait à changer (nouvel indicateur de richesse, etc.) ;
- Lors de chaque réunion préparatoire à une conférence territoriale, les communes sont questionnées par la direction territoriale et donnent le point précis d'avancement de chaque opération pour optimiser les transferts éventuels de crédits.
- Affermissement des dossiers de subventions

Pour optimiser et alléger la procédure, ne seront proposées en tranche ferme de l'année (et soumises au vote de la commission permanente du Conseil départemental) que les opérations qui auront réellement démarré. A cet effet, les communes ou EPCI (dont les opérations figurent en programmation indicative) doivent transmettre au territoire un justificatif de démarrage des travaux (ordre de service, résultat de l'appel d'offres, lettre ou bon de commande).

Sur demande, le montant d'opération communiqué en programmation indicative peut être majoré de 10% au moment du passage en tranche ferme, sur production des marchés ou bons de commande signés.

Un dossier affermi ne peut comporter de ligne pour provisions ou imprévus.

- Pour rappel, le versement de la subvention concernant les opérations dont le montant de subvention dépasse 30 000 €, est conditionné à l'envoi d'un justificatif attestant de la mise en place du panneau sur le chantier pendant les travaux et d'une plaque sur l'infrastructure une fois les travaux terminés.

- Programmation financière

Pour toute subvention au-delà de 200 000€, le Département étalera le versement sur plusieurs années. Suivant les disponibilités de l'enveloppe financière, il pourra proposer d'avancer la programmation financière.

- Clause de sauvegarde

Si, l'enveloppe territoriale atteint un pourcentage d'engagement de 80% sur les 4 années de programmation (années N, N+1, N+2, N+3) les nouveaux dossiers sont bloqués en attente d'une nouvelle réflexion du groupe de travail sur les critères et d'un vote de la conférence.

- Une commune ou un EPCI qui a fait perdre des crédits sur l'enveloppe territoriale (règle de caducité sur reports de l'année n-1) ne peut pas obtenir d'aide l'année n+1.

4-3 Mise en œuvre et évaluation du règlement

- Application du nouveau règlement

Ce nouveau règlement est voté à la conférence territoriale du 02 mars 2023.

Il s'applique à tous les nouveaux dossiers votés à la conférence territoriale du 02 mars 2023 (les dossiers déjà inscrits en tranche indicative ne sont pas concernés).

- Evaluation

Ces modifications seront évaluées en 2024 après au moins un cycle complet de conférences. En cas d'évolution des règles départementales ce calendrier pour être modifié.